Réforme électorale : commentaires sur l'avant –projet de loi.

Si je n'avais qu'une minute pour formuler ma position principale, je dirais d'abord qu'il est absolument fondamental de créer les conditions nécessaires pour qu'ait lieu un véritable débat de société élargi sur la réforme électorale. Un tel processus devrait déboucher sur un plébiscite qui permettrait à tous les électeurs et les électrices de se prononcer en votant sur une question aussi lourde de conséquence pour la participation démocratique. La réforme électorale n'est pas l'affaire d'un seul parti politique, fusse-t-il majoritaire, mais de tous les citoyens et de toutes les citoyennes. Deuxièmement, j'aimerais ^{soulever des questions} remettre en question la position présentée comme une ouverture au vote des gens que l'on ^{identifie} présente comme les « minorités ethnoculturelles ». Troisièmement, j'aimerais soulever quelques questions relatives au mode de scrutin proposé.

Premièrement, je pose la question de la pertinence et de la nécessité d'un débat public élargi sur le projet de réforme. Pourquoi est-il essentiel de permettre un véritable débat de société et l'expression démocratique de tous les citoyens et de toutes les citoyennes? Tout simplement pour appliquer rigoureusement le principe que, dans une société démocratique, chaque vote compte vraiment. Dans la conjoncture actuelle, beaucoup de citoyens et de citoyennes ont perdu confiance dans les institutions démocratiques, dans les partis politiques et dans les politiciens. À ce chapitre, on pourrait tirer plusieurs exemples et des leçons pratiques de la récente élection fédérale. Par exemple, on peut soulever la question du sens du vote : quel est le message cynique et j'ose dire sinistre que les électeurs et les électrices du comté de Portneuf

ont voulu transmettre en élisant un animateur de radio parce qu'il est bien connu pour ses opinions à caractère démagogique et ses préjugés contre les politiciens et les politiciennes ? Il y a l'expression d'une désillusion profonde voire du mépris des élus, élues ? Une opinion populaire fort répandue fait état de nombreux préjugés négatifs à l'égard des représentants et des représentantes du peuple. La liste est longue et ce malaise profond se traduit par un désintéressement de plus en plus marqué du processus électoral. Le diagnostic de la sagesse populaire n'est pas nécessairement toujours juste, mais il reflète quand même le déficit démocratique et le sentiment d'impuissance d'un grand nombre d'électeurs et d'électrices qui ne croient plus que leur vote a une valeur ou, en d'autres mots, qu'il compte vraiment. Ceci dit, je ne crois pas que le système compensatoire mixte offre une solution conforme aux *desiderata* de la population du Québec. Je ne crois pas que les petits partis et toutes les options politiques seront reconnues à leur juste valeur par ce mode électoral. Le pluralisme ne sera pas vraiment respecté et le remède imposé risque de créer un malaise plus grave encore que le mal qu'il prétend guérir. Pourquoi? Tout simplement parce que réduire à 77 le nombre de circonscriptions avec des députés élus pour laisser plus d'espaces aux députés « nommés » selon des listes déterminées par les partis à partir de la formule mathématique proposée est une illusion. Les électeurs et les électrices auront l'impression, avec raison, que leur vote ne comptera pas pour la « nomination » ou la « désignation » du tiers des élus, élues. Le problème est d'autant plus sérieux qu'il permettra à un candidat ou une candidate qui a été défait ou défaite de se faire nommer par son parti; advenant un tel cas, les électeurs et les électrices croiront avoir été floués puisque la personne rejetée par les urnes pourra quand même se retrouver députée voire

ministre sans avoir été élue. Que devrais-je penser, par exemple, si un ministre défait par la voix des urnes entre à l'assemblée nationale par nomination de liste? Je verrais le sens de mon vote trahi.

Il est important que les petits partis soient représentés, mais de quelle façon? Est-ce que le système mixte compensatoire offre la meilleure garantie de cette représentation adéquate et juste. Il faut peut-être envisager un débat qui explore à fond toutes les hypothèses, le scrutin majoritaire à un tour, la représentation proportionnelle et pourquoi ne pas mettre sur la table l'hypothèse d'élections à deux tours (p.10 du cahier d'information). Un tel processus électoral permettrait aux candidats ou candidates qui obtiennent plus de 50 % des votes d'être élus au premier tour. Les petits partis qui reçoivent 5 % des votes pourraient avoir une représentation proportionnelle. Ceux et celles qui ne peuvent franchir le premier tour devraient négocier le report des votes des autres partis vers le candidat ou la candidate susceptible de faire consensus pour réussir à avoir le plus de chance d'être élu. Dans une telle situation, les petits partis ont justement le pouvoir de négocier entre eux qui peut les représenter à l'assemblée nationale, ce qui est extrêmement important pour qu'ils puissent exprimer leur point de vue.

Un débat public permettrait d'aborder aussi la question du financement des petits partis qui recueillent un pourcentage de vote significatif, par exemple 5 % des votes. Il faut questionner aussi la mécanique du vote proposée : est-ce que le vote par correspondance, par exemple, en garantit le caractère confidentiel et sacré? Quelles seront les mesures prises pour limiter les fraudes? Comment assurer le contrôle de l'identité des électeurs et des électrices d'une façon sécuritaire? De quelle façon

va-t-on garantir que le « rituel » du vote exercé en public soit protégé. Il s'agit là d'un acquis historique conquis de haute lutte qu'il faut absolument sauvegarder pour redonner confiance à l'électorat. En résumé, le projet de réforme doit faire l'objet d'un débat public ouvert.

Dans un deuxième temps, je questionne l'enjeu du vote des citoyens et citoyennes que l'on dit appartenir aux « minorités ethnoculturelles ». D'entrée de jeu, je souligne que je suis tout à fait d'accord pour que le plus grand nombre de citoyens et de citoyennes de diverses ascendances ethniques ou nationales participent à la vie démocratique des partis politiques. Je soulève quelques questions d'ordre pratique et politique. Tout d'abord, mettre à peu près sur un même pied les femmes et les citoyens et citoyennes de diverses origines me paraît une association étrange ; il s'agit de deux situations fort différentes. Je note aussi que le vocabulaire semble sortir directement du catéchisme du multiculturalisme du gouvernement fédéral, lequel ne tient pas du tout compte de l'évolution du Québec sur cet enjeu majeur au plan de la construction de la **démocratie**. Depuis la fin des années 70, le Québec a évolué d'une façon remarquable sur la question de la participation à la vie sociale, politique, économique et culturelle des Québécois et des Québécoises de diverses origines. Depuis le document fondateur sur cette question « Autant de façons d'être Québécois et Québécoises », en 1981, le discours, les politiques et les programmes ont évolué d'une façon très différente du reste du Canada. Juste à titre de rappel, au Québec, on parle depuis longtemps d'intégration et de participation civique dans une perspective de convergence et non de « réduction », si l'on me permet cette anicroche au langage, des citoyens et des citoyennes de diverses ascendances au statut de minoritaires. Cette

notion de minorité est un concept réducteur basé sur la conception que le fait d'avoir une couleur, un nom de famille, un pays de naissance et une religion et d'autres caractéristiques différentes de celles de la majorité et « englobe » les gens dans une sorte de bloc monolithique. Une telle approche ne repose sur aucun fondement théorique et pratique qui tient la route. Construire une société démocratique implique la reconnaissance de chaque personne comme un citoyen ou une citoyenne à part entière, peu importe son origine ethnique ou nationale, la couleur de sa peau, sa religion ou sa langue maternelle. Cette perspective s'inscrit dans l'esprit et la lettre de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et dans la tradition démocratique du Québec contemporain et maintenir des citoyens et des citoyennes dans un statut de minoritaires me semble une orientation périlleuse pour la démocratie ; les événements survenus en France au cours des derniers mois ont de quoi faire réfléchir. J'ajoute que la mécanique d'attribution d'une sorte de bonus au recrutement de candidat ou de candidate de diverses origines ne va pas corriger la sous-représentation de ces citoyens et de ces citoyennes dans les instances politiques. Pourquoi? Parce que le problème n'est pas là où on pense. Il faudrait aussi une réforme en profondeur du mode de scrutin municipal, le premier espace démocratique accessible aux citoyens et aux citoyennes. C'est à ce niveau que l'on retrouve le plus de femmes et de citoyens et de citoyennes de diverses origines. [Actuellement, le cadre de la participation aux affaires municipales est trop souvent contrôlé par des groupes d'intérêt peu imputables à la population, la plupart du temps sans appartenance à un parti politique.] Je laisse la question sur la table : pourquoi les partis politiques provinciaux ne pourraient-ils pas présenter des candidats et des candidates aux élections municipales ? C'est la

« démocratie de proximité ». De là, les gens pourraient plus facilement « faire le saut » dans la grande arène politique nationale.

En outre, il faut questionner la façon d'identifier un individu appartenant à un groupe minoritaire : est-ce son nom de famille ? est-ce sa carte d'identité ? est-ce la date de son entrée au pays ? Ou d'autres caractéristiques ? Comment va-t-on solutionner le problème de la connaissance du français comme langue dominante étant donné que plusieurs citoyens et citoyennes de diverses origines ne maîtrisent pas la langue de la majorité ? Comment va-t-on résoudre le problème de la concentration des citoyens et citoyennes issus de l'immigration à Montréal et dans la région (environ 88 % vivent dans cette région) ? En outre, est-ce que l'on va considérer les citoyens et citoyennes du Québec qui ont la citoyenneté canadienne depuis 50 ans comme appartenant à un groupe minoritaire ? Comme le disent nombre de citoyens et de citoyennes de diverses origines, pendant combien d'années va-t-on nous considérer « immigrants » ?

Troisièmement, à mon sens, le problème se situe aussi au niveau du discours des partis politiques. Les partis politiques modifient leur discours selon leurs intérêts et l'influence de tel ou tel groupe de pression. Par exemple, après des années de débats théoriques et politiques et la publication de plusieurs études sur la notion de « communauté culturelle », le concept avait peu à peu disparu du discours parce qu'il ne s'inscrit pas dans une perspective de reconnaissance pleine et entière de la citoyenneté et maintient une perspective de « ghettoïsation », or il appert qu'un des premiers gestes du gouvernement actuel a été de rebaptiser le ministère de l'immigration et des relations avec les citoyens « ministère de l'immigration et des communautés culturelles »... Cette prise de position indique bien la perception que l'on

a des citoyens et des citoyennes issus de l'immigration. Enfin, dans la perspective de faciliter la participation des citoyens et citoyennes de diverses origines à la vie politique, le soutien financier ne suffira pas. Il faut considérer que par leur rôle même, récompense financière ou pas, les partis politiques ont tout intérêt à recruter des gens de diverses ascendances afin de gagner des votes dans ces milieux.

En terminant, je tiens à redire que les consultations à venir doivent permettre un vrai débat de société. Beaucoup d'autres questions restent à discuter, par exemple la manière de voter en toute sécurité et intégrité. En résumé, dans tous les cas, le mode de scrutin qui sera choisi devra être en mesure de représenter les différents courants politiques de la société.

André Jacob